

# SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

## Libreville: le maire lance l'opération de collage des vignettes sur les taxis

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU  
Libreville/Gabon

**L**E maire de Libreville, Eugène Mba, a procédé hier à l'Hôtel de Ville, au lancement de l'opération "pose de vignettes" sur les véhicules à usage de transport en commun, exerçant dans le périmètre urbain.

Pour cette année, ces vignettes de couleur bleue, ont une orientation tendant à démontrer la volonté de la municipalité de faire du développement écologique son credo pour l'embellissement de la capitale gabonaise. En témoignage ce message inscrit sur les vignettes: "Faisons de Libreville, une ville écologique". Toute chose que le premier magistrat de la capitale gabonaise a soutenue dans son discours. "Ce slogan qui figure désormais sur les vignettes et les couleurs choisies, est le signe évident de notre ambition



Photo: BOTOUNOU

**Instantané de l'opération de collage des vignettes sur les taxis de Libreville par le maire central, hier.**

de faire de notre capitale une ville qui intègre les contraintes écologiques dans son développement", a-t-il clamé.

À noter que cette cérémonie a été également l'occasion pour Eugène Mba de réitérer l'engagement de l'institution municipale à poursuivre son partenariat avec la maison de téléphonie mobile Moov-Africa. Un partenariat reposant sur un modèle d'appui aux initiatives des collectivités locales tournées vers les populations.

## Liberté de la presse: le Gabon meilleur élève en Afrique centrale

Frédéric Serge LONG  
Libreville/Gabon

**D**EVANÇANT le Congo (118e place) selon le rapport annuel 2021 de Reporters sans frontières (RSF) sur la liberté de la presse dans le monde, le Tchad (123e), la République centrafricaine (126e), le Cameroun (135e) ou encore la Guinée équatoriale (164e), le Gabon gagne 4 places au niveau mondial et s'installe solidement en pole position en Afrique centrale.

"Après des années d'érosion très marquée de la liberté de la presse, quelques signaux encourageants ont été envoyés en 2020, comme l'octroi d'une aide à la presse répartie de manière plus équitable, et un dialogue plus ouvert entre autorités et professionnels du secteur", communique l'organisation. En revanche, elle critique la Haute autorité de la communication (HAC) pour son manque de réac-



Photo: R.H.A/L'Union

**Le Gabon gagne 4 places dans le classement mondial 2021 de Reporters sans frontières (RSF).**

tivité. "Depuis sa mise en place, en 2018, elle a multiplié les sanctions arbitraires", dénonce RSF.

"Injures, diffamations, etc., sont monnaie courante dans les médias gabonais. Et RSF, qui est une organisation occidentale, voudrait faire croire que ça n'existe pas et que toute sanction prise à l'encontre de pratiques non acceptables serait illégitime? La liberté n'est pas la licence", fait remarquer un journaliste gabo-

nais à travers les colonnes du média en ligne La Libreville, fustigeant de longue date le manque de professionnalisme parmi ses "confrères".

Signalons qu'à l'échelle continentale, c'est la Namibie (24e mondial) qui apparaît comme le meilleur garant des libertés de la presse en Afrique dans le classement de RSF. Elle est suivie par le Cap-Vert (27e mondial) et le Ghana (30e mondial).

## Le clin d'œil de *lybek*



## Les tenanciers de bars et snack-bars n'en peuvent plus

Serge A. MOUSSADJI  
Libreville/Gabon

**L**ES membres de l'Association des tenanciers de bars et snack-bars ne savent plus à quel saint se vouer après plus d'une année de fermeture. "Cela fait un bon moment que nos structures sont fermées à cause du coronavirus qui ne touche pas seulement le Gabon, mais il faut que nous travaillions pour prendre soin de nos familles. Nous avons besoin d'une marge de travail, de manœuvre. Des bars et snack-bars ont des terrasses et peuvent mettre en place des dispositifs pour n'accueillir que 30 personnes ou moins. L'essentiel, pour nous, est de travailler", a plaidé hier Bruno Abessolo, président de la structure associative.

Le président de la République, Ali Bongo Ondimba, avait décidé de la semestrialisation d'une

aide aux tenanciers de débit de boissons (bars, bar dancing, snack-bars et boîtes de nuit), en février dernier. Le problème est que le ministère du Commerce n'a rien versé en mars dernier. "Nous avons seulement reçu la tranche d'avril à notre grande surprise. C'est incompréhensible", a expliqué M. Abessolo. Avant de poursuivre: "Il faut que le gouvernement comprenne que cette aide n'est qu'un palliatif et ne couvre pas nos charges. Nous faisons face à d'énormes difficultés qui n'ont pour seule solution que la reprise de nos activités dans le respect des mesures barrières. Les tenanciers de bars qui ne sont pas en règle, ou qui sont éloignés des principales routes, sont les grands gagnants dans cette affaire. Puisqu'ils peuvent exercer clandestinement. Ce sont donc ceux qui sont reconnus par le Commerce qui paient les pots cassés". Mieux encore, ces



Photo: F.B.E.M/L'Union

**Les tenanciers légaux tirent le diable par la queue.**

tenanciers clandestins exercent, peinaris, parfois au vu et su de tous.

L'Association des tenanciers de bars et snack-bars compte, pour le moment, 104 membres. Un chiffre qui devrait augmenter dans les prochains jours, avertit Bruno Abessolo car, la crise sanitaire s'est transformée en crise sociale pour ses adhérents. Scolarité des enfants, prise en charge de parents, etc., sont autant de postes de dépense qui sont aujourd'hui impactés.